

Service Protection Environnement et Nature - IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 RENNES

RENNES, le 22/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COOPERL ARC ATLANTIQUE**

BOULEVARD DE L ABBAYE  
BP 96238  
35160 Montfort-sur-Meu

Références : 2023-04227  
Code AIOT : 0053501906

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement COOPERL ARC ATLANTIQUE implanté BOULEVARD DE L ABBAYE BP 96238 35160 Montfort-sur-Meu. L'inspection a été annoncée le 14/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est diligentée dans le cadre du suivi d'une pollution du milieu récepteur signalée par l'exploitant lui-même à notre service, après la survenue d'un incident technique dans le fonctionnement de la station d'épuration du site.

La visite a pour objectifs de comprendre la chronologie et les causes de l'évènement initial, ainsi que de vérifier les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour apporter les actions correctives nécessaires.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERL ARC ATLANTIQUE
- BOULEVARD DE L ABBAYE BP 96238 35160 Montfort-sur-Meu
- Code AIOT : 0053501906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COOPERL ARC ATLANTIQUE, située Boulevard de l'Abbaye à MONTFORT-SUR-MEU (35160), est autorisée par l'arrêté préfectoral n°36443 délivré le 01 mars 2007, modifié par l'arrêté préfectoral n°36443-2 du 27 septembre 2021.

Elle exploite :

- un abattoir de porcs sous le régime de l'Autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à la rubrique principale IED n°3641 (*exploitation d'abattoir*) ;
- et un atelier de découpe de porcs soumis au régime de l'Autorisation à la rubrique IED n°3642-1 (*préparation ou conservation de produits d'origine animale*).

La société COOPERL ARC ATLANTIQUE traite les effluents aqueux de son site d'exploitation (eaux résiduaires et eaux sanitaires) dans sa propre station d'épuration avant rejet dans le milieu récepteur, sous réserve du respect de valeurs limites d'émission fixées par arrêté préfectoral.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion d'une pollution du milieu récepteur suite à incident dans la station d'épuration

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Protection de la ressource en eau / Gestion des ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.3	Sans objet
3	Conduite des installations de traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.4	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.9	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 1.2.1	Sans objet
4	Autosurveillance des eaux résiduaires / Déclarations	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 9.2.2.1	Sans objet
6	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.5	Sans objet
7	Incidents ou accidents / déclaration	Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 2.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de préciser la chronologie, les causes et les actions mises en oeuvre pour limiter l'impact sur le milieu suite au dysfonctionnement des automates de la station d'épuration. L'incident survenu a bien été déclaré à nos services, et la fiche BARPI a été transmise post-inspection.

Cependant, le système d'alarme semble insuffisant, notamment en cas d'absence du personnel dans le local technique de la station d'épuration.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Description des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b> Description des installations classées – Rubriques de la nomenclature Rubriques principales IED : - 3641 (exploitation d'abattoir) autorisation à 750 t/j de carcasses - 3642 (préparation ou conservation de produits d'origine animale) autorisation à 600t/j de produits finis
<b>Constats :</b> Selon les dires de l'exploitant, les volumes de production autorisés ont été respectés en 2023 pour les rubriques 3641 et 3642 (pas de constat documentaire ce jour). Une baisse d'activité est cependant constatée depuis plusieurs mois, avec une diminution de tonnage de 5% entre 2022 et 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Protection de la ressource en eau / Gestion des ouvrages de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des ouvrages de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.[...]
<b>Constats :</b> <u>Historique de l'évènement pré-inspection</u> Le lundi 11 décembre 2023 à 9h45, le technicien chargé du suivi de la station d'épuration autonome de l'entreprise constate un affichage de défaut de fonctionnement à l'écran de la supervision (pictogramme sous forme de "signe MOINS" dans le logigramme de supervision). Le responsable environnement constate peu après que les automates liés à la station ne fonctionnent plus, ce qui a provoqué l'arrêt de la station. Il procède au confinement anticipé du bassin d'orage avec fermeture de la vanne de sortie, au cas où il serait nécessaire de retenir les eaux usées non traitées sur site si la station se maintenait à l'arrêt. Après investigation, il s'avère qu'un problème électrique et un défaut informatique sont à l'origine du problème, et qu'un automaticien et un électricien doivent intervenir sur site. Le poste de relevage situé en contrebas de la station d'épuration n'est plus automatisé, l'élévation du niveau d'eaux chargées issues de l'abattoir et/ou de la boyauderie n'est pas détectée par les systèmes en place (poire de niveau et laser). Vers 11h, ces eaux débordent dans la cour bitumée et se dirigent vers la grille de collecte et le réseau des eaux pluviales, puis transitent vers le bassin d'orage avant d'être rejetées dans le ruisseau Launay-Quéro. Le volume de rejets d'eaux usées dans le réseau pluvial est estimé a posteriori par l'exploitant à 10 ou 20 m3. L'exploitant décide d'arrêter immédiatement certaines activités en cours qui sont sources d'apports importants d'eaux usées vers la station, comme la boyauderie. Vers 13h, la station d'épuration est remise en route après intervention d'un électricien et d'un automaticien, selon la procédure prévue. Les rejets d'eaux usées non traitées sont à l'origine d'une pollution entre le ruisseau Launay-Quéro (point de rejet de la STEP) et la rivière Le Meu : le technicien de la station constate la présence d'eaux rosées depuis le point de rejet jusqu'à une trentaine de mètres en aval. Selon ses dires, aucune mortalité piscicole ni aucune émanation d'odeurs nauséabondes n'auraient été constatées. A 14h30, l'exploitant informe le service d'inspection des Installations Classées de la DDPP35 et la mairie de Montfort-sur-Meu de l'incident survenu. Il précise qu'un nouveau contrôle visuel dans le ruisseau aurait permis de constater l'élimination de toute trace de pollution (eau visuellement

claire au point de rejet et à l'aval proche), en partie grâce au bon débit du cours d'eau à cette époque de l'année.

#### **Constats lors de l'inspection**

Lors de la visite, il est constaté que la station d'épuration est fonctionnelle ainsi que le poste de relevage. Le bassin d'orage a été vidangé progressivement depuis lundi, en dirigeant les eaux confinées vers la station d'épuration pour traitement avant rejet. Lors du contrôle, le niveau du bassin est bas, les eaux sont visuellement claires.

Les actions correctives apportées le jour de l'incident et les jours qui ont suivi ont permis de remettre la station d'épuration rapidement en route, et de limiter les impacts sur le milieu récepteur. La production a repris normalement dès le lendemain (pas d'activité d'abattage l'après-midi).

Cependant, le système d'alerte existant, avec signalement d'un dysfonctionnement important de la station par simple affichage sur l'écran de supervision, semble insuffisant en cas d'absence de personnel dans le local technique, et en l'absence d'un dispositif de report d'alarme.

Pas de constat visuel ce jour dans le milieu récepteur au point de rejet de la station.

#### **Observations :**

Le dispositif d'alerte existant en cas de dysfonctionnement de la station d'épuration avait déjà fait l'objet d'un constat de non-conformité lors de la visite d'inspection du 22 juillet 2021 (cf rapport n°2021-03176). L'exploitant devra donc se mettre en conformité sur ce point dans un délai de deux mois à réception du présent rapport, et en informer le service Installations Classées.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites - **Délai de mise en conformité : 2 mois**

### **N° 3 : Conduite des installations de traitement des effluents aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conduite des installations de traitement des effluents aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **Constats :**

Lors de la visite dans le local technique de la station d'épuration, il est constaté que les résultats d'analyses des paramètres de rejets des eaux usées traitées (autosurveillance) sont enregistrés sur un fichier informatique (vu tableur à l'écran, pas de constat détaillé). En cas de dépassement d'une Valeur Limite d'Emission (VLE), la case concernée change de couleur.

Un registre papier est également tenu sur lequel sont aussi enregistrés les incidents survenus dans le suivi de la station (vu annotation le lundi 11 décembre 2023, avec confinement du bassin d'orage).

Selon les dires du responsable environnement, les personnes en charge du suivi de la station (chef d'équipe et techniciens) sont formées en interne (théorie et pratique). Mais il n'y a pas d'attestation du suivi des formations, ni de support de formation consultable.

Pas de constat ce jour pour les résultats d'analyses d'autosurveillance des eaux résiduaires traitées le jour de l'incident.

#### **Observations :**

Les attestations de formations suivies par le personnel de la station et les supports de formation devront être conservés, et mis à disposition du service Installations Classées.

Les résultats des analyses de rejet en attente devront être transmis au service Installations Classées dès réception.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites - **Délai de mise en conformité : 2 mois**



#### N° 4 : Autosurveillance des eaux résiduaires / Déclarations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 9.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires / Déclarations
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement [...] à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées. [...]
<b>Constats :</b> Les données d'autosurveillance des rejets aqueux (eaux résiduaires et eaux pluviales) sont déclarées sur GIDAF mensuellement. Les résultats d'analyses de novembre 2023 ne sont pas encore disponibles à ce jour. En cas de non-conformité, des commentaires précisent l'origine et les mesures correctives envisagées ou apportées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Après traitement par la station d'épuration, les eaux rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs maximales suivantes : (voir tableau des VLE) [...]
<b>Constats :</b> <u>Valeurs limites d'émission (VLE) suite à l'incident :</u> Des analyses de l'eau en sortie de bassin d'orage ont été effectuées par le responsable environnement (prélèvement en contrebas après le débourbeur – déshuileur) entre le 11 et le 15 décembre 2023. Les résultats ont été transmis à l'inspection avant la visite, et complétés le jour du contrôle : ils sont conformes aux seuils réglementaires pour les paramètres recherchés (pH, température, turbidité, conductivité, DCO et MES). Pour les VLE des eaux usées traitées pendant et après l'incident, l'exploitant ne signale aucune non-conformité réglementaire.  <u>Valeurs limites d'émission d'autosurveillance fréquente (données GIDAF) :</u> 1) La fréquence de surveillance des valeurs limites d'émission pour les macropolluants et les micropolluants est globalement respectée en 2023, sauf défaut de demande d'analyse.  2) Quelques valeurs limites d'émission sont non conformes en 2023 : - concentration en Phosphore total des eaux résiduaires (autorisation à 2 mg/l) : dépassement ponctuel pour 1 analyse en juin et en octobre ; en septembre, plusieurs résultats non conformes (7 analyses supérieures à 2 fois la VLE, et 5 analyses supérieures à la VLE) ; - concentration en DCO des eaux pluviales en dépassement en juillet. L'origine de la non-conformité du résultat n'est pas toujours déterminée. Pour les cas où l'origine est connue, des actions correctives ont été envisagées ou apportées. Les résultats d'analyses sur les autres paramètres sont conformes en concentration.  A noter que les résultats en flux massique des différents paramètres sont bien déclarés par l'exploitant sur GIDAF, mais que le cadre de surveillance ne mentionne pas les VLE à respecter.
<b>Observations :</b> Il est rappelé que l'exploitant doit s'assurer du respect des VLE autorisées par arrêté préfectoral, notamment pour le paramètre Phosphore total.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - Délai de mise en conformité : 2 mois

**N° 6 : Localisation des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Eaux résiduaires traitées : Ruisseau de Launay-Quero, 400 m environ avant de rejoindre la rivière du Meu ;</li><li>- Eaux pluviales non polluées [...] : Ruisseau de Launay-Quero, 250 m environ avant de rejoindre la rivière du Meu. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors du contrôle, le responsable environnement a procédé à l'ouverture d'un regard à proximité du poste de relevage près de la station, ce qui a permis de constater que le ruisseau Launay-Quero est partiellement canalisé sous la surface du sol de l'entreprise. Il est constaté ce jour que le débit du cours d'eau est élevé, que l'eau est visuellement claire, et qu'il n'y a aucune odeur particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Incidents ou accidents / déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2007, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents / déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident, ou sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident, est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'incident survenu le 11 décembre 2023 suite à un dysfonctionnement de la station d'épuration a été signalé au service Installations Classées le jour-même. Lors de l'inspection, l'exploitant précise qu'une fiche BARPI est en cours de rédaction.
<b>Observations :</b> <u>Observation post-inspection</u> : la fiche BARPI de déclaration d'incident a été transmise le 22 décembre 2023 au service d'inspection des Installations Classées
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite